L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 22 AVRIL 1971 N° 101

NON, M. CHABAN

"SOCIETE NOUVELLE" : ORDRE DEJA VU !

Porte-parole du gouvernement Pompidou, Chaban-Delmas a ressassé le 20 avril une rengaine bien usée : la chanson du meilleur des mondes capitalistes, assortie de menaces et de promesses démagogiques à l'égard de la classe ouvrière et des couches populaires. C'est qu'il devait préciser la ligne politique du capital monopoliste au moment où tout va bien mal pour la classe dominante. Au moment où, face à la crise générale du système capitaliste et face à la montée de l'esprit révolutionnaire dans les masses, la bourgeoisie s'affole. Au moment où, hantée par le spectre du printemps révolutionnaire de 68, elle est divisée de plus en plus sur les méthodes à appliquer pour sauver son trône proche du gouffre.

Pas d'illusion ! Entre la clique Pompidou-Chaban et la bande des Tomasini, il n'y a pas de désaccord sur le fond. L'objectif c'est d'abord de consolider les fondements du trône des exploiteurs fait du sang et de la sueur des exploités. Et ces fondements c'est comme l'a dit Chaban l' « autorité »... de l'Etat bourgeois bien sûr, celle des cours d'exception, des brigades spéciales, des lois scélérates, de l'armée permanente, etc.

Pompidou, Chaban, Marcellin et la bourgeoisie tout entière sont d'accord : il est intolérable que les ouvriers séquestrent les patrons ou que les petits viticulteurs barrent des routes...

Cependant Pompidou et Chaban savent bien qu'on ne peut abattre tout un peuple par la force. Le duper c'est plus « rentable » à court terme. Et c'est pourquoi Chaban s'est tant félicité des succès de sa politique de « concertation ». Car le sens de cette politique c'est l'utilisation maximum des commis de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, les dirigeants révisionnistes du P.« C. »F. et de la C.G.T., ainsi que des vieux réformistes de la C.F.D.T. Chaban, chaudement applaudi par l'U.D.R., a donné en exemple les réslutats qu'il avait obtenu à l'E.D.F. ou à la S.N.C.F. Cela en dit long sur les avantages que tirent les monopoles capitalistes de la ligne de collaboration de classe de la clique Marchais-Séguy.

Mais contrairement à ce que laissent entendre les révisionnistes ou à ce qu'affirme Chaban, ce fidèle élève de Pétain et de De Gaulle, les intérêts de classe du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont radicalement inconciliables.

La « nouvelle société » c'est un « ordre » déjà vu. L'association capital-travail, celle des exploités et de leurs exploiteurs, c'est une grossière mystification. La classe ouvrière et le peuple de France l'ont depuis longtemps rejetée. Aucun flagrant mensonge sur la baisse du chômage, la hausse du niveau de vie ou l'amélioration des conditions de travail n'y fera rien !

Les ouvriers de Berliet occupent l'usine en 1936.

Chaban l'a dit, le temps est un auxiliaire précieux. Mais un auxiliaire précieux du peuple. Et le temps a montré de plus en plus que l'exploitation a fait son temps, et que les travailleurs de France marchent sur la trace des communards vers un monde véritablement nouveau, socialiste, qui naîtra de la révolution prolétarienne et sera garanti par la dictature du prolétariat sur les anciens exploiteurs.

A BAS L'ETAT FASCISANT !

A BAS LA COLLABORATION DE CLASSE !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

PREPARONS UN 1er MAI DE LUTTE DE CLASSE !

MEETING DE CELEBRATION INTERNATIONALE DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

A PARIS - Salle Lancry (Métro J.-Bonsergent) **30 AVRIL, 20 h. 30**

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (9)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	51 900,22 F
Un groupe de cheminots	Région Parisienne	100 F
Des ouvriers du Bâtiment	Montpellier	40 F
Un travailleur breton	Paris	30 F
Des ouvriers électriciens	Agen	10 F
Des employés et des ouvriers	Le Plessis-Robinson	140 F
Un jeune travailleur	Paris 20e	3 F
Un cheminot communiste	Miramas	20 F
Pour soutenir la juste ligne politique prolétarienne de l'H.R. : un travailleur de l'EDF de la banlieue Ouest	Région Parisienne	100 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	19,40 F
Des travailleurs	Nord	10 F
Les marxistes-léninistes	Menton	25 F
« Vive l'idéologie prolétarienne » : des lecteurs et sympathisants	Dijon	96 F
C.D.H.R. Canaler	Paris	150 F
Une ouvrière	Paris	20 F
Des camarades	Région rouennaise	50 F
Un ami de l'H.R.	Allemagne	227,45 F
C.D.H.R. (1er versement)	Saint-Maur	199 F
2 étudiants fidèles lecteurs de H.R. : vive la pensée-maotsétoung !	Lyon	100 F
Pour soutenir H.R. : des camarades	Vitry	350 F
Apportons un ferme soutien à H.R. - Anonyme	Troyes	10 F
C.D.H.R.	Ivry	140 F
Un travailleur immigré		5 F
H.R. doit continuer : un camarade	Bourges	5,50 F
Une ouvrière	Paris	20 F
R.L. (versement d'avril)	Var	10 F
Un cheminot	Noisy-le-Sec	2 F
Anciens résistants (versement d'avril)	Paris 11e	25 F
C.D.H.R.	Toulouse	100 F
Des camarades	Paris	2 500 F
C.D.H.R. (versement d'avril)	Agen	126,35 F
Un sympathisant marxiste-léniniste	Paris 19e	5 F
C.D.H.R. port	Marseille	35 F
Un jeune ouvrier métallo pour un 12 pages	Région Parisienne	100 F
Pour un 12 pages permanent ! Vive l'H.R. ! 2 camarades	Vosges	50 F
Molnou	Paris	10 F
Des travailleurs	Angers	5 F
Un camarade	Paris	100 F
C.D.H.R. Eugène Varlin	Vitry	450 F
C.D.H.R. La Cayolle	Marseille	38,20 F
Un sympathisant	Paris 20e	1 F
C.D.H.R.	Le Plessis-Robinson	150 F
2 lycéens	Agen	2 F
Un camarade	Ivry	18 F
C.D.H.R.	Paris 20e	200 F
Un ami de l'H.R.	Allemagne	303,26 F
Un esculape de France		1 000 F
Une ancienne militante du PCF	Aude	20 F
Un étudiant	Créteil	10 F
Un instituteur	Haute-Loire	1 100 F
Un lycéen		15 F
Les marxistes-léninistes	Le Puy	55 F
C.D.H.R.	Toulouse	55 F
Un étudiant pour que l'H.R. s'inspire toujours plus de la Commune	Paris	17,50 F
Un camarade	Moselle	40 F
C.D.H.R. port	Marseille	15,20 F
Des camarades	Paris	500 F
Des camarades	Sables-d'Olonne	10 F
Pour que l'H.R. serve le prolétariat ! Un lycéen	Paris 14e	10 F
Vivent les victoires indochinoises. - A.	Marseille	10 F
Des camarades	Toulouse	200 F
Un étudiant d'Assas	Paris	30 F
Une ménagère	Noisy-le-Sec	1 F
Un ami et défenseur de l'H.R. pour qu'il soit toujours plus éducatif	Montpellier	90 F
Un abonné	Grenoble	30 F
Des lycéens	Aulnay-sous-Bois	10 F
Anonyme	Pau	5 F
Des camarades allemands et français pour que H.R. serve le prolétariat	Allemagne	50 F
Anonyme	Dijon	1 300 F
Un étudiant salarié de Censier	Paris	200 F
Une ménagère, ancienne membre du PCF, pour que H.R. soit toujours plus offensif	Montpellier	2,50 F
Un étudiant	Paris	10 F
Un camarade marxiste-léniniste	Ivry	18 F
C.D.H.R. Censier	Paris	12,50 F
C.D.H.R. (versement d'avril)	Noisy-le-Sec	600 F
	Total général	63 480,08 F

Nouveaux succès dans la bataille de l'H. R. :

Poursuivons la lutte !

Dans son dernier numéro, « l'Humanité Rouge » a lancé un appel à ses militants et à ses sympathisants pour surmonter les difficultés financières qu'elle rencontrait. La longue colonne de souscription ci-contre en témoigne : le soutien s'est aussitôt manifesté. Les versements sont arrivés de partout. Nous avons recueilli en 15 jours plus d'un million de francs anciens. Notre situation financière s'est tout de suite améliorée et nous avons pu régler certaines des dettes les plus urgentes.

En même temps, le n° Spécial-Commune de Paris a connu une large diffusion. La plupart des militants ont nettement augmenté leur vente. Un C.D.H.R. a même multiplié la sienne par 8 ! Ce développement a ainsi permis de faire connaître plus largement la ligne politique et idéologique de l'H.R., en touchant beaucoup de travailleurs qui ne nous connaissaient pas encore. Il représente une victoire politique importante.

L'ampleur de la souscription et l'augmentation de la diffusion sont des succès de l'idéologie prolétarienne, de la volonté de lutte marxiste-léniniste, qui animent les militants comme cet instituteur qui nous verse sa paye mensuelle (nous publions sa lettre dans cette même page).

LA LUTTE CONTINUE

Mais la bataille n'est pas gagnée pour autant ! Nous avons toujours de grosses dettes à régler pour pouvoir assurer la sortie régulière de l'H.R. Rappelons aussi que notre journal est traîné en justice le 28 avril prochain, inculpé de 3 procès pour injures et diffamations envers la police, et que l'ennemi de classe ne manquera pas d'essayer de faire « frapper à la caisse » comme il l'a déjà fait à Nancy lors de notre précédent procès.

Notre stock d'affiches d'autre part est épuisé ; et nous n'avons pas les fonds nécessaires pour en imprimer à nouveau, ce qui prive les militants d'une arme indispensable !

Il faut poursuivre la lutte, renforcer le soutien financier, donner à la bataille un caractère politique de masse.

« Aussi longtemps que nous prendrons appui sur le peuple, que nous croirons fermement aux inépuisables forces créatrices des masses, plaçant ainsi notre confiance dans le peuple et faisant corps avec lui, nous vaincrons n'importe quelle difficulté : et tout ennemi, quel qu'il soit, loin de pouvoir nous écraser, sera infailliblement anéanti. » (Mao Tsé toung).

C'est dans l'immense masse des travailleurs que nous trouverons un solide appui. Les militants qui font des sacrifices financiers donnent un excellent exemple idéologique, mais le soutien décisif est en définitive celui des masses populaires. Suivons l'exemple de la « Pravda » du Parti de Lénine qui vivait des collectes d'ouvriers. Organisons le soutien de masse, les listes des souscriptions sur nos lieux de travail, autour de nous, auprès des sympathisants. Suivons l'exemple de certains C.D.H.R. qui savent associer les lecteurs, les amis, les sympathisants à la défense de l'H.R. par la souscription. Regardons autour de nous : nous trouverons des travailleurs qui se tournent vers nous, qui lisent notre presse et qui sont prêts à nous aider.

AUGMENTER LA DIFFUSION

Nous devons nous tourner plus résolument encore vers les travailleurs. Beaucoup sont écœurés par la direction du P. C. F et cherchent une juste ligne politique et idéologique. Faisons-leur confiance ! Faisons-leur connaître l'H.R. et nous gagnerons petit à petit une confiance et un soutien politique qui nous permettra de surmonter toutes les difficultés.

Conservons les lecteurs gagnés à la précédente vente !

Préparons-nous à étendre la diffusion pour le 1er Mai !

Maintenons nos efforts ! Renforçons la souscription !

Tous ensemble, apprenons à mener une bataille politique de masse !

Que « l'Humanité Rouge » serve le prolétariat !

« L'Humanité Rouge » vaincra !

« CONTRE VENTS ET MAREES, QUE VIVE L'HUMANITE ROUGE ! »

A l'occasion de votre appel national, je tiens absolument à vous manifester mon entière solidarité.

— Profondément écœuré des trahisons syndicales réformistes ;

— Profondément écœuré des honteuses compromissions politiques néo-réformistes ;

— Profondément dégoûté du peu de dignité dans laquelle se tiennent eux-mêmes les quelques « militants » sociaux-démocrates révisionnistes du P. C. F que je connais autour de moi ;

— Profondément dégoûté du peu de respect-même qu'ils ont de leur propre presse — pauvre misérable « Huma » prostituée, il est vrai ! — beaucoup ne la lisent même pas, « se contentant » de lire (sic) « l'Huma-Dimanche (on se demande toujours ce qu'ils peuvent bien y lire : récemment, sur un n° de 100 pages et peut-être plus, 70-80 étaient faites intégralement de publicités !) ; d'autres, membres de ce même Parti multi-milliardaire, la proposent en disant : « T'as pas cinquante balles ? » (On attendait presque d'eux : « ...à foutre en l'air » [!]) D'autres encore (des irresponsables ! ?) vont jusqu'à jouer aux dés les abonnements à leur presse départementale !

Quant aux formalités de l'adhésion à ce Parti, au style d'adhésion, aux mobiles de l'adhésion, il y aurait là tout un poème à faire ! — J'en parle par expérience passée.

— M'inspirant de l'exemple des militants de la rédaction H.R.

Je vous envoie, chers camarades de « l'Humanité Rouge », à l'occasion de la nouvelle grande bataille politique que vous venez d'engager, ce qui est pour moi aussi un sacrifice, l'équivalent d'une de mes pales mensuelles actuelles (1 100 F), (modalité : virement de compte bancaire à votre C.C.P.).

Contre vent et marée, que vive « l'Humanité Rouge » !

Qu'elle demeure et se renforce, pour continuer à tenir encore et toujours le haut du pavé !

Vive le Socialisme !

Vive le Communisme !

Fraternellement,
Un Instituteur
de la Haute-Loire

CELEBRATION DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

MARSEILLE :

le vendredi 23 avril
MEETING
à 21 heures
au théâtre Massalia
60, rue Grignan

Avec un montage de diapositives et la participation de Jacques Jurquet

ACIERIES ET USINES MÉTALLURGIQUES DE DECAZEVILLE

UNE VICTOIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le mercredi 31 mars, un jeune ouvrier du service électrique, titulaire du B.T.S., est licencié. *Motif :* refuse de balayer le mardi matin après l'avoir fait tout le lundi.

Cette provocation arrive à la suite de nombreuses autres. En cinq minutes, la direction prend sa décision. Mais la manœuvre de la direction (tester par cet acte le potentiel combatif des ouvriers en vue d'autres licenciements), a parfaitement été déjouée par les ouvriers.

La réaction a été immédiate : au service électrique, les ouvriers se mettent aussitôt en grève et popularisent leur action dans toute l'usine (voir tract).

Les délégués, pris de court, essaient par tous les moyens de freiner le mouvement, « la grève est illégale, sans préavis, le patron restera sur ses positions », on s'en remet à l'inspecteur du travail, au sous-préfet, au député, ignorant les principes les plus élémentaires de lutte de classe.

Le P. « C. » F. les aide dans leur travail en distribuant « Le métallo », journal défaitiste, digne de la plume de M. Lambert. (« Le métallo » agite la menace du look-out, reprenant les méthodes patronales !)

Les ouvriers réalisant l'UNITE A LA BASE ont vaincu tous ces obstacles, et ont obtenu la réintégration de leur camarade.

LA CLASSE OUVRIERE DES A.U.M.D. DE DECAZEVILLE VIENT DE REMPORTER UNE GRANDE VICTOIRE.

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Correspondant H.-R. Decazeville.

Nous publions ci-dessous le tract distribué par les ouvriers ; il est essentiellement révélateur de l'esprit de combat qui anime les travailleurs des A.U.M.D., c'est pourquoi il est très positif. Cependant certaines erreurs dans l'expression peuvent laisser peser des illusions chez les travailleurs.

Par exemple : Il est dit que le « garde-chiourme » Lecuir a fait la preuve de son incompétence ; nous ne sommes pas d'accord, camarades des A.U.M.D.. Car quelle peut être la « compétence » d'un cadre du capital ?

Ça ne peut être que la répression la plus efficace dans l'exploitation des travailleurs.

TRACT :

HALTE AUX PROVOCATIONS

Un cas parmi tant d'autres.

L'affaire Lecuir-Ferrières est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis 20 ans, ce « Militaire » reclassé impose partialement dans l'entreprise son despotisme dégradant pour l'ouvrier.

Il n'est ici que dans son rôle de « garde-chiourme » pour attendre sa cinquième retraite. Chaque jour il nous prouve son incompétence totale.

La direction est complice car elle laisse libre cours à ces états de faits. La direction consciemment en maintenant fermement son soutien à ses fidèles valets.

Tout ceci est regrettable.

A nous ouvriers, de nous organiser pour faire front à cette direction « moyennageuse ».

Tous unis faisons aboutir ces justes mots d'ordre.

— Ferrières *réintégré.*
— Lecuir *sanctionné.*
— Réorganisation *du service.*

Le personnel du service entretien électrique et mécanique.

TRAVAILLEUR QUI LIS L'HUMANITÉ ROUGE, SOUTIENS TON JOURNAL ! ÉCRIS-LUI POUR DÉNONCER LE CAPITAL ET TOUS SES VALETS ! L'HUMANITÉ ROUGE EST UNE ARME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

BAYONNE :

LES OUVRIERS DES CHAUSSURES TRAHIS

Après deux mois d'occupation, les travailleurs de Biarritz-Shoes quittent l'usine. La lutte n'a pas pu aboutir. Seuls 100 travailleurs sont réembauchés par l'usine S.A.C.-Shoes, et 300 autres le seront d'ici à l'automne. Pourquoi cette lutte n'a-t-elle pas abouti ?

Parce que les syndicats se sont refusés à radicaliser cette lutte, parce qu'ils ont colporté auprès des travailleurs les illusions et les mensonges répandus par les patrons, parce qu'ils ont invité les travailleurs à produire jusqu'au dernier jour et n'ont accepté l'occupation de l'usine qu'après l'achèvement des commandes déjà passées et le licenciement effectif des ouvriers, parce qu'ils ont transformé les manifestations des ouvriers et de la population en cortèges funèbres et silencieux ; parce qu'ils se sont soumis à toutes les exigences des forces de l'ordre ; parce qu'enfin ils ne se sont pas opposés aux manœuvres de la société acquéreur, qui a fait déménager les machines et le matériel de l'usine occupée.

Aujourd'hui, le nombre des chômeurs a doublé dans l'arrondissement de Bayonne. Pour tenter de résoudre le problème, la bourgeoisie n'a qu'une solution : le racisme et la xénophobie. De nombreux frontaliers qui traversent tous les jours la frontière espagnole sont licenciés.

Enfin la gendarmerie et les C.R.S. traquent dans les montagnes basques les travailleurs africains qui entrent clandestinement en France. C'est par dizaines que ceux-ci sont arrêtés et brutalement refoulés en Espagne.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

JEUNE AFRIQUE

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. désavoue les grévistes de Jeune Afrique et se range du côté des capitalistes. Un accord a été conclu avec le P.D.G., Bechir Ben Yamed, sous l'égide de l'inspection du travail, trahissant la grève illimitée des ouvriers et des journalistes menée contre le licenciement de 18 travailleurs dont 6 délégués.

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. a admis la décision irrévocable de la direction de fermeture de l'atelier de composition. Il s'autofélicite des indemnités de licenciement légales obtenues et se désolidarise de la lutte menée par les travailleurs de Jeune Afrique. Ainsi la ligne de collaboration de classe des révisionnistes de la C.G.T. est dévoilée au grand jour. Dénonçons fermement cette trahison et balayons les traîtres infiltrés dans le mouvement ouvrier !

NON au chômage, conséquence du capitalisme et de ses valets !

Poursuivons et popularisons notre ACTION CLASSE CONTRE CLASSE !

A bas le capitalisme oppresseur et ses valets !

S.E.B. A LA VALENTINE, MARSEILLE-11e

Après plusieurs grèves de 24 heures et arrêts de travail sur le tas d'une heure à deux heures, les travailleurs de la S.E.B. (Société Européenne de Brasserie, bière Phénix) à la Valentine, ont occupé, le 9 et 10 avril l'usine. Les travailleurs sont en lutte pour leurs revendications : augmentation des salaires, retraite à 60 ans, etc., et contre les conditions imposées aux travailleurs par la concentration des usines.

BLANCHISSERIE DE GRENELLE A ISSY-LES-MOULINEAUX

Les 800 ouvrières et ouvriers sont en grève avec occupation de l'établissement depuis le 13 avril. La lutte engagée par les exploités de la Blanchisserie de Grenelle, pour leurs revendications, 40 centimes de l'heure pour tous et l'attribution d'une prime de vacances égale à une semaine de salaire réel est menée par l'ensemble du personnel, qui compte 600 femmes.

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Popularisons les actions de lutte de Classe !

P.S. : Les 400 travailleurs de la Blanchisserie Simon à Boulogne-Billancourt sont en grève depuis le 16 avril.

PAPETERIE LA CHAPELLE-DARBLAY A BELLEGARDE (AIN)

Les 200 ouvriers du papier-carton, en grève avec occupation des lieux de travail, depuis le 7 avril, poursuivent leur action contre la fermeture de l'entreprise prévue au mois de juin, contre le chômage conséquence du capitalisme. La lutte continue.

USINE THOMSON A ANGERS

Les travailleurs ont manifesté vendredi 16 avril dans les rues d'Angers pour exiger une augmentation de 55 francs par mois. Depuis le jeudi 15 avril neuf ouvriers font la grève de la faim. Pour le succès des revendications, il faut passer à un niveau de lutte supérieur dans l'Unité à la Base et dans l'Action par l'occupation des lieux de travail.

MAROQUINERIE CASSEGRAIN A SEGREE (MAINE-ET-LOIRE)

Deux cents ouvrières sont en grève depuis le 30 mars pour l'augmentation des salaires. La plupart d'entre elles, environ 120 ont des salaires de manœuvres. Les directions syndicales ont accepté les augmentations en pourcentage de la direction et bradé la grève pour des miettes allant de 0,15 F à 0,80 F de l'heure, divisant les ouvrières. L'enseignement est qu'il faut lutter pour une augmentation uniforme pour tous et combattre l'augmentation en pourcentage qui ne favorise que les gros salaires.

ENTREPRISE S.O.P.E.C. A ROSNY-SOUS-BOIS

La grève commencée le 1er avril pour les salaires, se poursuit, le patron ayant remis en cause l'accord de la veille. Le plus ancien ouvrier du chantier a un salaire de 5 francs de l'heure.

La lutte continue !

BRIGNOLES (Var) :

Les "GUEULES ROUGES" en COLERE

Le Var est le premier département pour la Bauxite. C'est le pays des terres rouges, c'est le pays des « gueules rouges ». Mais les « gueules rouges » en ont marre des bas salaires et de la semaine de travail la plus longue d'Europe. Ce qu'ils veulent c'est les 40 heures et 4 F de plus par jour, pour tous.

Car pendant qu'ils triment pour Péchiney ou Ugine Kulmann, les trusts, eux, font des affaires et des bonnes. En 1969 Péchiney n'a-t-il pas réalisé 28 % de bénéfices nets de plus que l'année précédente !

Devant la volonté de lutte des travailleurs les syndicats (C. G. T., C.F.T.C., F.O.) ont pris la tête de la lutte, la C.G.T. a même pris des positions « dures », en parole... pour ensuite demander l'intervention du Préfet en faveur des mineurs (et pourquoi pas à Marcellin lui-même ?)

C'est que leur colère et leur détermination, les mineurs, au nombre de 600, sont venus les crier lundi 5 avril sous le nez des patrons à Brignoles. Les patrons savent à quoi s'en tenir, ils savent que les mineurs iront jusqu'au bout comme en 1963 et 1968 où ils ont déjà fait 3 semaines de grève. Ils sont prêts à recommencer. Tout au long des rues de Brignoles ce ne fut qu'un seul cri « les patrons peuvent payer » ; « Nos 40 heures ! »

S'ils savent déjouer les manœuvres de bonzes syndicaux, les mineurs vaincront. Les patrons peuvent payer, ils paieront.

Et ces luttes contribueront à préparer la lutte d'un niveau plus élevé et plus définitif pour la révolution prolétarienne, seule voie permettant d'instaurer le socialisme libérateur.

Correspondant H.R.

MARSEILLE-PORT

Les patrons prévoient tout...

On parle déjà partout du futur dock flottant en béton destiné à accueillir les pétroliers de 350 000 tonnes. Tout est prévu, l'utilisation et l'emplacement... tout est prévu pour faire rentrer de l'argent. Il y a pourtant certaines choses auxquelles les patrons n'avaient pas pensé :

— *les vestiaires,*
— *les douches,*
— *un ascenseur (n'oublions pas que les caisses à outils pèsent jusqu'à 60 kilos ou plus. Déjà sur le vieux dock c'est assez fatigant de les monter).*

NE NOUS LAISSONS PAS TRAITER COMME DES CHIENS !

(Extrait de « Rouge Midi », bulletin des communistes marxistes-léninistes du port de Marseille.)

La C.I.T. (Compagnie Industrielle de Télécommunications) Paris XVe :

SEULE LA LUTTE PAYE !

La CIT Keller (Paris XVe) : 2 000 employés dont 900 à 1 000 ouvriers (parmi eux une majorité de femmes et de jeunes). La CIT n'est pas une usine particulièrement combative. Elle a toujours suivi les grèves d'ampleur nationale, mais ne s'est jamais montrée particulièrement « dure » dans ses luttes. Les patrons y ont jusqu'à maintenant fait régner « ordre et discipline » grâce à la répression ouverte et au paternalisme.

Par exemple, jusqu'en janvier 1971, les horaires ne touchaient le solde de leur paye que le 5, 10 ou même le 15 du mois suivant. Pour éviter les discussions entre travailleurs, la direction leur interdit tout déplacement dans l'usine.

La direction voulant aller encore plus loin dans l'exploitation des travailleurs, ceux-ci se sont dressés.

Depuis très longtemps (peut-être 1936) on n'avait pas vu d'occupation des bureaux de la direction.

Depuis longtemps, le transfert de l'usine sur le plateau de Vélizy inquiétait les travailleurs à tous les points de vue. Mais la question la plus brûlante était celle du transport. Toutes les usines déjà installées à Vélizy ont prévu un *service de ramassage gratuit* à diverses portes de Paris. Seule la C.I.T. voulait faire exception à la règle. « Nous ne sommes pas une entreprise de transport », « il n'en est *absolument* pas question », telles étaient les réponses que donnait la direction aux délégués. La section C.G.T. (comportant une majorité de militants combatifs) fit sur ce point une propagande relativement intense ; depuis un mois environ les discussions vont bon train dans les ateliers sur ce ramassage gratuit qu'il fallait à tout prix obtenir. Certains pensent à un débrayage. En l'espace d'une semaine, la propagande du syndicat s'intensifie : un tract entre autre est diffusé, indiquant avec précision le temps et le coût du transport pour Vélizy à partir des différents arrondissements de Paris et des différentes banlieues. Chacun y trouve son propre cas et se rend compte qu'en moyenne, *le temps et le prix de son transport triplent ou quadruplent et pour certains c'est plus encore.*

L'atmosphère est très tendue dans l'usine. Tout le monde en parle et tous les jours. Les travailleurs sont prêts à l'action.

Enfin, le mercredi, un appel à un débrayage est lancé par le syndicat pour le jeudi 9 heures :

« A 9 HEURES, TOUS DANS LA COUR !

Nous sommes tous concernés par :

— UN SERVICE DE RAMASSAGE GRATUIT ;

— LES 40 HEURES (compensées à 100 %) ;

— 150 FRANCS POUR TOUS ;

— REMBOURSEMENT INTEGRAL DES FRAIS DE TRANSPORT.

Vos délégués ont épuisé toutes les possibilités de discussions avec les directeurs :

SEULE LA LUTTE LES FERA CEDER ! »

Le lendemain à 9 heures, nous sommes 600 : 2/3 d'horaires, 1/3 de mensuels (techniciens, dessinateurs, employés de bureau). Une majorité de femmes et de jeunes. Après lecture de nos revendications, ainsi que de divers articles énonçant les avantages des entreprises déjà installées sur le plateau de Vélizy (Matra, Schlumperger, L.C.T.), il est décidé que tous les grévistes manifestent dans tous les ateliers de l'usine : ceci est très nouveau à la C.I.T. ; d'habitude on descendait dans la cour le temps du débrayage (une ou deux heures selon les cas), puis chacun retournait dans son atelier.

Cette manifestation avait deux objectifs : montrer notre force à ceux qui n'étaient pas descendus et essayer de les rallier à nous. Le défilé dura bien une heure, au son des mots d'ordre :

— UN RAMASSAGE GRATUIT !

— LES 40 HEURES !

— LA RETRAITE A 60 ANS !

— CE N'EST QU'UN DEBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

La direction de la C.I.T. Keller refusait *catégoriquement* de recevoir les délégués. Même la direction de la C.I.T. Emeriaut (maison mère, à 300 mètres de la C.I.T. Keller), qui daigna recevoir 2 délégués, alors que 200 grévistes attendaient derrière les grilles, déclara qu'elle n'avait rien à nous dire !

Après le déjeuner, un nouveau rassemblement était prévu dans la cour. A ce moment-là, nous n'étions plus que 350 environ. Beaucoup avaient repris le travail, désorientés par le manque d'objectifs, de propositions concrètes et de direction de la grève par le syndicat. Les grévistes qui restaient se sentirent pris au piège s'ils n'agissaient pas, et tout de suite. Il fallait que la grève de la matinée serve à quelque chose, pour nous d'une part, mais aussi pour ceux qui n'avaient pas voulu débrayer, qui ne croyaient pas en notre action. Cette lutte servirait à les convaincre. Les grévistes décidèrent donc d'être reçus coûte que coûte par la direction, même s'il fallait enfoncer des portes ! Ce qui fut fait ! Environ 150 à 200 grévistes forcèrent par plusieurs poussées violentes le barrage que faisait une dizaine de gardiens devant leur cabine qui communique avec les locaux de la direction ! Dix minutes plus tard, le bureau d'un des directeurs était envahi par une centaine de travailleurs, les autres occupant le couloir et les escaliers. Il n'était pas très fier le directeur, acculé dans le chambranle d'une porte, assailli de partout par des travailleurs hommes et femmes qui le harcelaient de questions. Sa réponse était le chantage classique : « Vous retournez tous dans vos ateliers et je discuterai tranquillement avec vos délégués » ! Mais ça n'a pas pris ! Tous les travailleurs criaient qu'ils ne reprendraient pas le travail, qu'ils s'étaient déjà assez fait avoir comme ça !

Finalement, ce sont les travailleurs qui ont imposé leurs conditions : nous ne sommes pas retournés dans nos ateliers, nous sommes restés dans la cour, en imposant au directeur une demi-heure pour nous donner une réponse. Si une demi-heure après nous n'avions rien obtenu, nous remontions tous dans son bureau !

Une demi-heure plus tard, la réponse nous parvenait. Nous avions obtenu 2 *lignes de cars gratuits !*

Ce n'est pas suffisant ! C'est une première reculade des patrons et une première victoire des travailleurs. Mais, loin de désamorcer le mouvement et le mécontentement des grévistes, cette réponse a été jugée tout à fait insuffisante par tous les grévistes.

La lutte continue ! Nous ne cèderons pas !

Des travailleurs de la C.I.T.

PAU :

LE MAÏS DE LA COLÈRE

Le 3 avril, se sont réunis pour manifester leur mécontentement et obtenir l'augmentation du prix du maïs (culture qui constitue la base de leur exploitation), 8 à 10 000 agriculteurs venus de quatre départements (Landes, Gers, Hautes - Pyrénées, Basses - Pyrénées).

La manifestation a commencé par la prise de parole de différents responsables syndicaux (ils ont parlé des problèmes de l'agriculture).

Ensuite, les paysans, précédés par un tracteur tirant 6 tonnes de maïs, se sont dirigés vers la préfecture en distribuant des tracts.

Devant la préfecture les paysans font halte et déversent sur la chaussée les 6 tonnes de maïs. Le mot d'ordre : « Giscard démissionne » est repris par les manifestants. Des épis de maïs sont lancés contre les C.R.S. parqués derrière les grilles de la préfecture. Les paysans en colère secouent violemment les grilles de la préfecture pour faire sortir le préfet. Pour les arrêter, celui-ci les fait arroser.

L'arrosage n'a aucun effet sinon augmenter la colère et la détermination des paysans ; aussi un des responsables du syndicat vient au secours des pouvoirs publics (comme d'habitude) : il appelle les paysans au calme, leur fait une leçon de morale, il leur demande de ne pas se laisser déborder par des « irresponsables », « ici, ce sont les paysans qui agissent » dit-il. Des manifestants répondent : « Nous sommes des paysans ». Le responsable syndical fait semblant de ne pas entendre et fait reprendre la marche DANS LE CALME ET LA DIGNITE.

Les discussions que nous avons eues avec les paysans nous ont permis de savoir :

des manifestants devant les grilles de la préfecture

— que la manifestation avait pour but l'obtention d'une augmentation de 1,15 F par quintal de maïs ;

— que l'augmentation de 1,15 F avait été accordée la veille dans l'espoir de voir la suppression de la manifestation (mais les paysans ont tenu à montrer leur force) ;

— beaucoup de paysans sont conscients de la trahison des dirigeants syndicaux mais le manque d'une juste direction dans les luttes perpétue cet état de fait ;

— certains sont conscients du fait : pour arriver à vaincre, ils devront s'unir avec les ouvriers car ils sont tous exploités par le même exploiteur, le capital, ils sentent qu'on fait tout pour les séparer et les opposer.

C.D.H.R. Oloron-Sainte-Marie.

INDOCHINE :

UN GLORIEUX BILAN

Depuis un an, les 3 peuples Vietnamien, Lao et Khmer, portant haut levé le drapeau militant de la Conférence au Sommet des Peuples indochinois, ont combattu épaule contre épaule l'agresseur U.S.

Ripostant du tac au tac à la logique aventuriste de l'assassin Nixon, ils ont transformé la péninsule indochinoise en un champ de bataille d'un seul tenant.

Aujourd'hui c'est l'heure des bilans. Ce n'est qu'amertume et lamentations du côté américano-fantoche où l'on compte les pertes toujours plus lourdes, en envisageant l'avenir avec inquiétude et pessimisme, en ressassant les griefs et les rancœurs qui s'accumulent entre les complices criminels.

Dans le camp des peuples indochinois, au contraire, c'est l'enthousiasme et l'ardeur à combattre, renforcés par les brillantes victoires d'importance stratégique qui ont été accumulées sans relâche.

L'échec du Bas-Laos est d'autant plus cuisant pour les yankees et leurs valets saïgonnais que des moyens techniques, d'une importance sans précédent, avaient été jetés dans l'aventure au service des troupes fantoches et U.S. dont l'objectif atteignait au total 45 000 hommes. L'ardoise en est d'autant plus lourde.

En 43 jours et 43 nuits de combats acharnés, l'Armée Populaire de Libération du Laos a mis hors de combat 15 400 ennemis, dont 200 GI's et fait plus d'un millier de prisonniers. Les 2/3 des envahisseurs du Bas-Laos ont été ainsi anéantis. 496 avions ennemis, 586 véhicules militaires, 144 pièces d'artillerie ont été ainsi capturés ou détruits, ainsi que d'énormes quantités de matériel de guerre. Pour illustrer mieux cette abondance de chiffres : tous les blindés fantoches rentrés au Laos y sont définitivement restés.

Au Cambodge, l'opération « Victoire totale » des Yankees se transforme en une déroute semblable.

Simplement du 4 février au 4 mars, 10 000 ennemis ont été mis hors de combat, 950 véhicules détruits (dont 500 chars et véhicules blindés), 100 hélicoptères et avions abattus, une centaine de canons détruits. L'ennemi a ainsi perdu en un mois la moitié des effectifs qu'il avait engagés.

Le plan des Yankees visant à briser l'encerclement de Phnom-Penh, à ouvrir la route nationale n° 4 et à rehausser le moral des troupes fantoches, a été mis en pièces. Les batailles des provinces de Kompong-Chiam et de Kratié ont marqué un nouveau développement des Forces Armées Populaires de Libération nationale khmères.

Grâce à l'éducation politique acquise sous le régime du F.U.N.K., les populations locales ont activement participé aux combats.

Au Sud-Vietnam, le mois de mars a vu se développer des attaques d'envergure : 4 699 ennemis tués dont 2 690 Américains, 167 avions détruits, 590 véhicules militaires et 69 canons pris ou anéantis, 23 bateaux militaires coulés, 24 dépôts d'essence ou de munitions brûlés dans la seule région de Khe Sanh.

Depuis leur lamentable défaite au Sud-Laos, des centaines de soldats de l'armée fantoche saïgonnaise désertent chaque jour les champs de bataille. Ils se refusent à mourir pour les intérêts de la clique américano-fantoche et retournent leurs fusils contre leurs officiers.

La victoire stratégique des Forces patriotiques au Bas-Laos a sonné le glas de la « vietnamisation » de Nixon. C'est un grand succès militaire et politique des peuples indochinois.

En renforçant leur unité et en poursuivant la guerre populaire, les peuples indochinois remporteront la victoire totale sur les agresseurs américains.

Annie BRUNEL.

Laos : lamentable retraite des fantoches sud-vietnamiens.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

VIVE L'AMITIE DES PEUPLES CHINOIS ET AMERICAINS

Les 31es Championnats du monde de Ping-Pong se sont achevés récemment au Japon. Il s'agit là d'un sport très populaire en Asie et tout particulièrement en Chine Populaire dont les représentants ont remporté le titre de champions du monde.

A cette occasion les délégations sportives du Canada, de Colombie, de Grande-Bretagne, du Nigéria et des Etats-Unis ont été invitées à effectuer une visite amicale en Chine Populaire où elles ont reçu un accueil enthousiaste et chaleureux.

Des sportifs américains invités en Chine Populaire ? Il n'en fallait pas plus pour que la presse bourgoise à sensation embouche sa trompette à mensonges : « Rapprochement entre Pékin et Washington ! » « Inquiétude à Moscou devant le dégel ! »... « La Chine prête aux concessions »... J'en passe et des meilleures, et « L'Humanité' » révisionniste figure en bonne place dans ce chœur !

Qu'en est-il en réalité ? Le peuple chinois a amicalement invité et accueilli les sportifs de certains pays étrangers, saluant en chacun d'eux le représentant de leur peuple tout entier ! La venue de la délégation américaine revêt, certes, une grande importance, puisqu'elle permet au peuple chinois de réaffirmer son amitié pour le peuple américain. Mais les réactionnaires de tous poils prennent leurs désirs pour des réalités quand ils tentent de faire croire à un quelconque changement politique dans l'attitude de la Chine vis-à-vis de l'administration Nixon. En réaffirmant leur indéfectible amitié pour tous les peuples du monde, y compris le peuple américain, toutes les délégations chinoises ont de nouveau sévèrement condamné les crimes de l'impérialisme yankee et rendu hommage aux luttes des progressistes américains contre la politique criminelle de l'administration Nixon. Les manifestations d'hostilité à la guerre d'Indochine se multiplient, en effet aux USA : le 10 avril une manifestation de femmes se rassemblaient devant le Pentagone pour soutenir la lutte des peuples indochinois. Le lendemain c'est devant le Chantier Naval du Porte-Avions « Constellations » que des manifestations se déroulaient.

La contradiction s'approfondit entre l'ensemble du peuple américain et les assassins du Pentagone et de la Maison-Blanche. En chargeant les sportifs américains de transmettre au peuple américain l'amitié du peuple chinois, celui-ci a de nouveau appliqué la brillante pensée du Président Mao Tsé toung :

« Pour venir à bout de la domination réactionnaire de l'impérialisme, il nous faut former un large front uni, unir toutes les forces pouvant être unies, à l'exclusion des ennemis, et poursuivre notre âpre lutte. »

Annie Brunel

REMERCIEMENTS

Le bureau d'information à Paris du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam, l'Union des Etudiants Lao en France, et la Mission en France du Front Uni National du Cambodge ont organisé le 8 avril dernier une réunion d'information sur la brillante victoire de l'Armée Populaire de Libération du Laos sur les forces américano-fantoches en février-mars dernier. Les différents exposés ont porté sur l'analyse militaire de la victoire stratégique de la route n° 9 (carte à l'appui), sur la décomposition politique et militaire du pouvoir fantoche au Sud-Vietnam, et sur les victoires remportées par les forces armées populaires de libération du Kampuchea.

« L'Humanité Rouge », qui était représentée par deux membres de son Comité de Rédaction, tient à remercier les organisateurs de les avoir invités à cette réunion si riche en enseignements.

LES PEUPLES ÉCRASERONT LES NIXON-CALLEY !

Le 16 mars 1968 dans un village du Vietnam, Song-My, cent deux hommes, femmes, enfants étaient assassinés par le dénommé Calley. Longtemps caché, ce massacre fut pourtant connu.

Pour tenter de faire croire au caractère soi-disant démocratique de la société américaine, Calley fut traduit devant un tribunal après s'être reposé aux sports d'hiver.

Au cours de son procès, cet auxiliaire du nazisme yankee devait déclarer : « ... je ne me sens pas du tout en faute après avoir agi ainsi. » Chaque société a les assassins qu'elle mérite.

Condamné à la prison à vie, il est libéré sur ordre de Nixon, évoquant une soi-disant opinion publique créée en fait de toutes pièces pour faire accepter la libération de Calley au peuple américain.

C'est que Nixon ne pouvait se permetre de laisser Calley en prison, car comment faire accepter la condamnation d'un exécutant si ceux qui donnent les ordres ne sont pas châtiés ?

Or, qui est le général en chef de l'armée U.S. si ce n'est Nixon lui-même ?

C'est lui l'assassin en chef. Mais les faits sont là qui montrent que ni les tortures, ni les massacres, ne viennent à bout du peuple vietnamien, qu'au contraire ses victoires sont toujours plus grandes.

Les peuples, y compris le peuple américain que nous ne confondons pas et ne confondrons jamais avec l'impérialisme américain, écraseront les Nixon et Cie, tout comme hier ils écrasèrent Hitler. Ils feront alors régner leur justice.

C'est là une certitude.

CLASSE CONTRE CLASSE !

Les bavardages sur les revendications immédiates de la classe ouvrière ne cessent de se poursuivre au travers de la presse bourgeoise, sur les antennes de l'O.R.T.F. Ces derniers jours, sur une de nos revendications principales, la retraite à 60 ans, les vampires capitalistes ont montré une fois de plus que les intérêts de la classe capitaliste sont inconciliables avec les intérêts de la classe ouvrière.

Pompidou, président de la République bourgeoise, et Ceyrac, vice-président du Conseil National du Patronat Français, sont bien d'accord sur leurs intérêts de classe, leurs intérêts d'exploiteurs.

Pompidou a déclaré le 8 avril devant le bureau de l'Assemblée nationale : « La génération au travail est peu nombreuse, et elle doit travailler davantage pour ceux qui arrivent et pour ceux qui partent. »

Ce même jour, Ceyrac prenant la parole à Neuilly, devant les exploiteurs du groupe de la métallurgie, a déclaré : « En réalité, la limite de 65 ans n'est pas absurde étant donné l'accroissement de la longévité. Dans certains pays, tel la Suède, cette limite est même de 67 ans. »

C'est toujours le même refrain pour les exploiteurs. Le capitalisme exploiteur, basé sur la loi des profits, ne peut se maintenir en place que par la recherche permanente du profit maximum. Les cadences sont de plus en plus infernales, les conditions de travail lamentables, la loi bourgeoise sur l'hygiène et la sécurité bafouée, les ouvriers licenciés au nom de la décentralisation et de la concentration des monopoles, le « droit syndical » bafoué, là où les militants mènent la lutte classe contre classe.

C'est aussi le maintien d'une armée de réserve de sans-travail, « forte » aujourd'hui de 600 000 chômeurs, pour « peser » sur les ouvriers occupés dans la production.

La politique de « concertation », des monopoles a permis la réponse que nous venons de voir, aux chefs félons du mouvement ouvrier. Le 1er avril, les bonzes des directions syndicales révisionnistes et réformistes donnaient « le coup d'envoi officiel à la campagne nationale pour la retraite à 60 ans ». Ils se croient sur un terrain de sport !

Séguy, ce valet servile du capital, n'a-t-il pas déclaré : « Nous voulons absolument améliorer la situation des personnes âgées et obtenir l'amélioration par tous les moyens, *notamment par l'organisation d'une table ronde tripartie entre les pouvoirs publics, les syndicats et le C.N.P.F.* »

Quant à Descamps, ce réformiste bien connu n'est pas en reste. Il trouve moyen de faire un des titres de l'Huma blanche du 2 avril : « C'est un problème de civilisation... »

La table ronde c'est leur « dada » et Maire (C.F.D.T.) a déclaré pour son parti : « Nous sommes prêts à en discuter avec les représentants de l'Etat et du patronat. » Quant à Krasucki (C.G.T.), il confirme ce point de vue : « Nous sommes prêts à discuter d'un échelonnement des mesures à prendre. »

Arrêtons-là ces quelques extraits du verbiage de ces chiens couchants du capitalisme. Les bonzes révisionnistes C.G.T. ont abandonné les principes fondamentaux de lutte de classe et rejoint depuis « belle lurette » les commis de la bourgeoisie, dans la classe ouvrière.

Déjà, de nombreux ouvriers ont fait la triste expérience de ces mystificateurs du verbe et de la plume qui se vautrent de plus en plus dans la collaboration de classe. Ils freinent les luttes naissantes, ils trahissent les luttes classe contre classe, et ils s'intègrent chaque jour un peu plus au système d'exploitation de l'homme par l'homme. D'ailleurs, le capitalisme ne ferme jamais la porte à ses valets. Ceyrac a déclaré le 8 avril : « Nous trouvons souhaitable d'améliorer les retraites de certaines catégories de personnes âgées, dont les cas apparaissent particulièrement douloureux. » La table ronde est pour bientôt Messieurs les bonzes !

Peut-être serez-vous d'accord à ce que les allocations minimales journalières, 8,90 F environ, soient portées à 9,31 F selon le programme gouvernemental ou tout autre miette lâchée par vos maîtres.

La classe ouvrière, quant à elle, ne se bat pas pour des négociations, mais belle et bien pour des revendications. C'est dans la lutte de classe, par le rapport des forces en présence, — et la classe ouvrière est la plus puissante —, que des négociations peuvent s'ouvrir.

En ce centenaire de la Commune de Paris, la classe ouvrière sait aussi que les acquis de ses luttes ne peuvent être réelles qu'en préparant la révolution prolétarienne, en brisant la vieille machine d'Etat capitaliste et en instaurant la dictature du prolétariat, seule garantie pour la classe ouvrière.

Dès maintenant, préparons un 1er MAI de LUTTE DE CLASSE sur nos justes mots d'ordre :

— Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois !

— Les 40 heures immédiatement sans diminution de salaire !

— La retraite à 60 ans tout de suite pour tous !

— NON au chômage, conséquence du capitalisme !

— A travail égal salaire égal, pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

Appliquons partout sur les lieux de travail la lutte classe contre classe !

A BAS LE CAPITALISME OPPRESSEUR !

VIVE LE SOCIALISME LIBERATEUR !

EN AVANT POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Luc DACIER.

TOULOUSE :

LE CAPITAL TUE AUSSI LES ENFANTS DES TRAVAILLEURS

A la Briqueterie, cité de travailleurs immigrés de Toulouse, depuis le début de l'été, trois enfants ont été victimes d'accidents graves ou mortels :

— Un gosse est renversé par un camion ;

— Un autre s'étouffe en avalant un caillou ;

— Tout dernièrement, un bébé d'un an se noie dans une bassine.

Ainsi, non seulement les travailleurs sont exploités et tués dans leur travail par les patrons, non seulement les travailleurs qui habitent ces taudis aux escaliers pourris à des prix fous sont exploités par des propriétaires capitalistes et un gérant indigne (quoique étranger lui-même puis nationalisé) mais encore le capital assassine leurs enfants.

Car c'est bien le capitalisme qui est responsable : il n'y a pas de garderie d'enfants. Les mères sont obligées d'abandonner les bébés dans les appartements tout seul pour faire les courses et les démarches pour les paperasses en ville (ce qui prend du temps).

Rien n'a été installé pour les enfants qui traînent dans la rue où il n'y a que des bouts de ferraille, des cailloux et des voitures.

Evidemment, pour les capitalistes français et la bourgeoisie française ça ne compte pas les enfants de travailleurs qui meurent. Un dispensaire a été créé par les assistantes, après la petite révolte qu'on a faite il y a un an. Mais ça ne suffit pas. Il faut une garderie d'enfants. Il y a un local à la cité qu'on pourrait aménager pour que les mères puissent partir tranquilles faire leurs courses.

Mais cela, aux yeux des capitalistes, ça n'en vaut pas la peine. La bourgeoisie française a besoin des travailleurs étrangers, mais les traite moins que des hommes, comme des chiens.

A BAS LE CAPITAL ASSASSIN !

VIVE LE SOCIALISME QUI AMELIORERA DEFINITIVEMENT NOS CONDITIONS DE VIE !

Des locataires de la Briqueterie.

A PARIS ET EN PROVINCE - Le 30 Mars :

DES DIZAINES DE MILLIERS DE FONCTIONNAIRES DANS LA RUE

Paris, le 30-3-71.

La manifestation organisée par les syndicats, pour une fois unanimes, a suscité un débat parmi nous : devions-nous y participer ?

Finalement, c'est ce que nous avons fait, et nous ne le regrettons pas !

En effet, ça faisait plus de 11 ans que les fonctionnaires n'étaient pas descendus dans la rue en masse : il était donc impossible que nous boudions un tel événement qui s'annonçait d'ailleurs assez bien parce que imposé par la base.

D'autre part, même si le mot d'ordre central se bornait à exiger de « véritables négociations », en fait, ce fut surtout une manifestation « anti-contrats de progrès », marquant ainsi l'échec total de cette « politique de participation » dans la Fonction Publique, malgré 7 séances de négociations au sommet en 2 mois !

Naturellement, il était prévisible que les directions syndicales étoufferaient au maximum la grande colère des fonctionnaires et freineraient leur combativité.

C'est pourquoi nous avions préparé en toute hâte diverses petites pancartes qui eurent un vif succès. qui eurent un vif succès.

Nous avons lancé de justes mots d'ordre : « A bas la dictature de l'Etat des monopoles ! » « Seule la lutte paye ! » « Fonctionnaires, ouvriers, paysans, étudiants, même

Poings levés, les manifestants chantent l'Internationale.

combat ; front uni des exploités ; 1871-1971 ». Ils furent repris par divers manifestants isolés venus spontanément se ranger à nos côtés et qui auraient bien pris de nos pancartes si nous en avions eu en supplément.

Ailleurs, d'autres slogans fusaient, qui méritent d'être signalés : « A bas l'Etat patron, à bas la hiérarchie » ; « Augmentation uniforme » ; « A bas la participation ».

Arrivés devant le ministère des finances, des sifflets stridents retentirent, couvrant la voix de Giscard d'Estaing qui admettait au même moment une « trop forte hausse des prix » mais regrettait aussi ce qu'il a osé appeler « une trop forte hausse des rémunérations » !

Enfin, l'Internationale fut repris plusieurs fois par des milliers de manifestants et des spectateurs, poings levés, marquant sans ambiguïté l'unité profonde des fonctionnaires avec les ouvriers et les autres travailleurs.

Ainsi, même si cette manifestation a pu avoir un certain caractère « soupape », elle témoigne aussi d'une grande volonté de lutte qui doit être prise au sérieux et dirigée vers le Front Uni Révolutionnaire qui réunira, sous la direction de la classe ouvrière, l'ensemble des victimes toujours plus nombreuses et toujours plus conscientes de la dictature des monopoles capitalistes et de leur Etat.

D'ailleurs, innombrables sont ceux qui sont prêts à recommencer, avec encore plus d'ardeur et mieux préparés.

Oui, comme nous l'avons crié à pleins poumons avant de nous séparer : pour les fonctionnaires aussi, « ce n'est qu'un début, le combat continue » !

Un groupe de fonctionnaires.

P.S. A noter le sabotage systématique du compte rendu de cette manifestation par la presse (y compris révisionniste) la radio et la télévision, principalement en ce qui concerne la province, ce qui confirme la grande peur de la bourgeoisie face à la désagrégation croissante de son instrument de dictature : l'Etat.

AUGUSTE BLANQUI

Un révolutionnaire des temps d'orage

par André MARTY

(L'exemplaire : **3 F**)

VIVE LE CENTENAIRE DE LA COMMUNE

(Un article de la presse chinoise et une émission de la radio albanaise consacrés à la Commune de Paris)

(L'exemplaire : **3 F**)

Frais de port en sus : 0,65 F par exemplaire

Par notre intermédiaire, aux

ÉDITIONS DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

B.P. 120 - Paris 20e

ALGÉRIE :

LES MONOPOLES FRANÇAIS EN ÉCHEC

Près de neuf années après la proclamation de l'indépendance nationale de l'Algérie, l'impérialisme français subit un nouvel échec ; il pensait que les monopoles français continueraient à tirer les mêmes profits des richesses nationales algériennes.

Ces anciens colonialistes qui pillèrent pendant plus de 130 années la nation algérienne trouvaient normal d'avoir un régime privilégié sur les hydrocarbures conclu après les accords d'Evian de 1962 avec le gouvernement algérien.

Mais aujourd'hui, il est tout autrement, la classe dominante au pouvoir en Algérie a également besoin de développer son économie, d'industrialiser son propre pays.

De ce fait après deux années de négociations c'est le gouvernement monopoliste français qui rompt d'une façon unilatérale les négociations.

Le communiqué français publié le 15 avril par le ministère des affaires étrangères faisant référence aux accords pétroliers du 29 juillet 1965, des nouveaux prix fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, de la nationalisation des actifs des sociétés françaises à 51 % déclare notamment : « Le gouvernement français constate que les dernières positions du gouvernement algérien rendent sans objet la poursuite des négociations pétrolières entre les deux gouvernements. »

Lorsque les colonialistes français pillèrent l'Algérie les sociétés pétrolières françaises étaient belle et bien à capitaux français à plus de 50 %. La « loi » du plus fort connaît un jour une fin.

De nombreuses pressions ont été exercées tout au long de ces négociations. Le Président Boumediène en a fait état dans sa déclaration du 13 avril. C'est devant 800 délégués des domaines autogérés qu'il a rappelé que les séquelles du colonialisme étaient liées au problème pétrolier d'aujourd'hui. Parlant du vignoble algérien il a déclaré : « *Plusieurs milliers d'hectares de nos meilleures terres n'étaient pas destinées à l'alimentation de notre population, mais à remplir les poches des colons et des groupes d'intérêts étrangers.* » Et il ajoute : « *Notre peuple ne consomme pas cette boisson.* »

Les colonialistes français écoulaient avant l'indépendance nationale de l'Algérie 18 millions d'hectolitres en France et « aujourd'hui lorsque nous proposons 4 millions d'hectolitres », les responsables actuels répondent que cela n'est pas possible.

Concernant les négociations le Président Boumédiène a dit : « *A chaque fois que nous cherchons à négocier « avec la France » sur les questions spécifiques, surgit le problème du vin. A chaque différent sur la coopération technique ou culturelle, etc..., nous retrouvons le problème du vin. A chaque fois que l'on discute sur le pétrole, la question du vin est là de nouveau.* »

Ce moyen de pression avait pour but de conserver le tarif privilégié sur le pétrole fait aux monopoles français. Les décisions du gouvernement algérien de fixer un nouveau prix, sur la base du cours mondial à partir du 20 mars 1971, a porté le prix du pétrole algérien à 3 dollars 60 le baril, prix de référence fiscale.

Le Président Boumédiène a ainsi terminé sa déclaration : « *L'Algérie est toujours prête à coopérer sur une base et des principes nouveaux dépourvus de toute pression et de toute exploitation.* »

A partir de cette rupture des monopoles français, toute une campagne est orchestrée par la presse bourgeoise pour tenter de monter l'opinion publique contre les travailleurs algériens. « Si l'essence est plus chère ce sera de la faute du gouvernement algérien », mais bien entendu rien n'est dit sur les énormes profits des sociétés pétrolières qui sont au premier rang sur le plan national. N'est-il pas vrai que pour sa part l'Etat français encaisse 76 % sur chaque litre d'essence vendu à la pompe.

La classe ouvrière de notre pays mettra en échec cette propagande, elle mènera la lutte contre ses propres exploiteurs, exigera aucune augmentation du prix de l'essence. Il n'y qu'à rogner sur les pompeux bénéfices des sociétés pétrolières, ainsi que sur la marge réservée à l'Etat des monopoles !

Les travailleurs français ne tomberont pas non plus dans le piège tendu par les exploiteurs capitalistes en vue de les opposer à leurs frères de classe, les travailleurs algériens.

Dénonçons dès maintenant le prétendu racisme contrôlé de l'état des monopoles. Le capitalisme oppresseur a besoin de la main-d'œuvre algérienne pour tirer des profits de sa force de travail ,comme il tire des profits de la force de travail des travailleurs français.

Le peuple algérien fête l'Indépendance nationale.

Travaileurs Français — Travailleurs Immigrés :

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Jean TORRENT.

PAKISTAN :

Que veulent faire les expansionnistes indiens ?

La presse et la radio bourgeoises ont récemment fait beaucoup de tapage autour de la situation au Pakistan. Ce faisant elles ont bien entendu passé sous silence la donnée fondamentale : les visées expansionnistes et agressives du gouvernement Indien, soutenu par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Bien entendu, également, la juste position de la Chine rouge a, la plupart du temps, été déformée. Nous publions ci-dessous de très larges extraits de l'éditorial du 11 avril du Quotidien du Peuple, le « Renmin Ribao ».

Pour trouver un prétexte à leur intervention dans les affaires intérieures du pays voisin, les réactionnaires indiens ont prétendu que les changements intervenùs dans la situation intérieure du Pakistan « ne manqueront pas de porter atteinte à la sécurité de l'Inde elle-même ». Alors, une question se pose tout naturellement : en fin de compte, c'est le Pakistan qui « menace » la sécurité de l'Inde ou bien ce sont les expansionnistes indiens qui menacent la sécurité du Pakistan ? Eh bien, justement au moment où les réactionnaires indiens ont fait un grand tapage autour de la situation au Pakistan, le gouvernement indien a massé ses troupes en bordure du Pakistan oriental, et il est allé jusqu'à inciter son personnel armé en civil à se faufiler en territoire pakistanais pour entreprendre des activités de sabotage et d'harcèlement. Cette menace militaire ostensible ne constitue-t-elle pas une grave atteinte à la sécurité du Pakistan ?...

... Il est à noter qu'en étroite coordination avec les réactionnaires indiens, deux super-puissances ont intervenu grossièrement dans les affaires intérieures du Pakistan. Le département d'Etat américain a publié une déclaration dans la vaine tentative de se mêler dans les affaires intérieures du Pakistan, tandis que le gouvernement soviétique a réagi de façon encore plus ostensible. Dans un message qu'il a adressé au président Yahya Khan, le président du presidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., Podgorny, n'a fait aucune mention de la menace lancée par les réactionnaires indiens contre le Pakistan, mais il a formulé des accusations arbitraires vis-à-vis du gouvernement pakistanais. Il a eu l'effronterie de se poser en « ami », déclarant avec hypocrisie qu'il se souciait des « intérêts du peuple pakistanais ». Il est connu de tous que lorsque l'indépendance, la souveraineté, l'unification et l'intégrité territoriale d'un pays sont foulées aux pieds, il n'est plus question des intérêts de son peuple ! En relation avec les agissements de l'U.R.S.S. envers la Tchécoslovaquie, on peut constater facilement ce que soutient la direction soviétique, à quoi elle s'oppose et de quel côté elle se range.

Notre grand dirigeant, le président Mao, a indiqué : « Nous préconisons résolument l'application par tous les pays des cinq principes bien connus, à savoir : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. » Il s'agit là de principes dans le règlement des relations entre les pays. Ceux qui interviennent dans les affaires intérieures d'autres pays, et tentent d'aboutir à des buts inavoués, ne connaîtront pas une bonne fin.

Le peuple pakistanais, riche de traditions révolutionnaires de la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, a mené des luttes inflexibles contre les agresseurs et les interventionnistes étrangers. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument, comme par le passé, le gouvernement et le peuple pakistanais dans leur juste lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et de la souveraineté du pays, et contre l'agression et l'intervention du dehors.

CEYLAN :

Le gouvernement se démasque

Les informations parvenues de Ceylan depuis une dizaine de jours sont des plus confuses. Elles indiquent qu'une révolte relativement importante y a éclaté, et qu'elle serait dirigée par une organisation d'inspiration « guévariste ».

Rappelons que le gouvernement de Ceylan, présidé par Mme Bandaranaïke, est une coalition de nationalistes « de gauche », de trotskystes et du Parti révisionniste qui a reçu le pouvoir à l'issue d'élections, en 1970.

Elle a réalisé la partie « politique extérieure » de son programme (reconnaissance de la R.D.V.N., de la R.D.A., du G.R.P., de la R.P.D. de Corée, rupture avec Israël, etc.).

Mais à Ceylan, les privilèges des grands propriétaires terriens sont intacts et la condition de la paysannerie pauvre (qui constitue la couche la plus importante de la population) est restée inchangée.

Dès les événements, le gouvernement « socialisant » de Mme Bandaranaïke, trotskystes et révisionnistes compris, a appelé au secours l'impérialisme britannique, la réaction indienne et le social-impérialisme russe. Sans commentaires !

Peter Keunemann, secrétaire du P.« C.» Cinghalais révisionniste et ministre, a, dans une déclaration publiée le 14 avril, accusé les insurgés d'être « des agents du grand capital ». Une telle accusation dans la bouche d'un individu qui espère conserver le pouvoir grâce à l'intervention de l'impérialisme dépasse toutes les bornes !

Le gouvernement a lancé l'accusation grotesque selon laquelle l'insurrection aurait été fomentée depuis l'ambassade de la République Populaire Démocratique de Corée, et pris prétexte de cette accusation pour rompre les relations diplomatiques avec ce pays socialiste.

Selon diverses informations, il a aussi saisi l'occasion pour élargir le champ de la répression et a fait arrêter le camarade Nagalingam Sanmugathasan, secrétaire du Parti communiste (marxiste-léniniste), et de nombreux militants ouvriers.

Rappelons que le 9e Congrès de ce Parti, en avril 1968, a critiqué l'idéologie « guévariste », en rappelant que « la guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires ; on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles » *(Mao Tsé toung).*

Ces événements d'avril 1971 traduisent la montée de l'esprit révolutionnaire à Ceylan, même s'il est encore fortement imprégné d'idéologie petite bourgeoise. Les succès et les échecs se chargeront d'indiquer aux révolutionnaires que seule la ligne marxiste-léniniste conduit au succès. Comme l'a écrit le président Mao Tsé toung en 1962 : « Si l'on s'emploie consciencieusement à unir la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution (...), la victoire de celle-ci ne fait aucun doute. »

Les marxistes -léninistes de France sont aux côtés du peuple travailleur révolutionnaire de Ceylan et de son avant-garde marxiste-léniniste : le Parti Communiste de Ceylan !

H. K.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)
En vente à la librairie « Le Phénix »
72, bd de Sébastopol - Paris (3e)
(ou par notre intermédiaire)
(ajouter 15 % de port à toute commande)

GUADELOUPE :

POUR UN QUI TOMBE DIX SE LEVENT !

Depuis janvier, les travailleurs agricoles de la Guadeloupe mènent une héroïque lutte dont nous nous sommes déjà faits l'écho et qui se déroule sur la base du principe CLASSE CONTRE CLASSE tel que le conçoivent les marxistes-léninistes. La lutte des travailleurs agricoles, organisés dans l'U.T.A. (Union des Travailleurs Agricoles), prend de nouvelles dimensions. Malgré l'utilisation par les colonialistes français de briseurs de grève, malgré la violence des C.R.S. et « képis rouges » (1), malgré les mensonges de l'O.R.T.F., malgré les menaces du préfet, malgré les arrestations, malgré les traîtres, malgré la misère, le combat des travailleurs agricoles se poursuit et s'amplifie. C'est aujourd'hui le COMBAT DU PEUPLE GUADELOUPEEN.

Le 25-2-71, la totalité des ouvriers du bâtiment se mettent en grève illimitée. Ils ont repoussé les dirigeants traîtres et se sont organisés eux-mêmes, constituant leur organisation : « Fraternité ouvrière ». Les « forçats du béton » exigent 4,90 F de l'heure (la vie en Guadeloupe est de 40 % plus chère qu'en France).

Les patrons (telle l'entreprise de bâtiment Colas) veulent faire reprendre le travail, sous la protection des C.R.S. en arme, dans les chantiers. A Quillery-Saint-Maur, trois travailleurs, sous la pression de l'employeur, ont repris le travail sous la garde de quatre chars de « képis rouges ». Malgré cela, la lutte continue.

Le 23-3-71, 3 000 personnes manifestent à Basse-Terre pour exiger la libération de trois syndicalistes de l'U.T.A., aux cris de : « Képis rouges, assassins ! », « Libérez les emprisonnés ! », « Liberté pour la Guadeloupe ! ». Les « képis rouges » chargent, blessant gravement plus d'une dizaine de personnes. Les trois syndicalistes seront libérés.

Le 28, le syndicat C.G.T. des P.T.T., démasquant les dirigeants traîtres, appelle à une grève de solidarité de 48 heures. Dans un tract, il déclare : « Travailleurs guadeloupéens, l'heure n'est plus aux motions, aux résolutions de solidarité. Préparons-nous activement à déclencher dans l'immédiat une puissante action générale :

Contre l'exploitation et la répression capitalistes ;

Contre les impôts, les taxes, le chômage ;

Contre la misère des vieux travailleurs, sans pension de retraite ;

Contre la prostitution des Guadeloupéennes à Paris ;

Pour mettre fin à toutes les poursuites judiciaires contre les travailleurs ;

Pour mettre fin à l'arbitraire et à la toute puissance des tribunaux en Guadeloupe ;

Pour le retrait immédiat des forces de gendarmerie, de C.R.S. et de « képis rouges » autour des chantiers et des champs de canne ;

Pour la satisfaction des justes revendications des travailleurs agricoles et du bâtiment ;

Pour le respect du droit syndical par le patronat capitaliste ;

Pour L'UNITE DE TOUS les travailleurs guadeloupéens, sur la base de principes fermes, sans équivoque, A LA BASE ET DANS L'ACTION CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE. »

Les élèves et étudiants se jettent à leur tour dans la lutte, soutiennent la grève des ouvriers agricoles et du bâtiment, puis se mettent eux aussi en grève illimitée.

LES TRAITRES DU P.« C. »G. ET LA C.G.T. DEMASQUES

Le 24-3-71, 2 000 ouvriers du bâtiment encerclent le bureau du révisionniste Songeons, dirigeant failli de la C.G.T. et membre du Comité central du Parti prétendument communiste guadeloupéen. Effrayé, il signe un appel à la grève illimitée qui sera désavouée trois jours plus tard par le P. « C. » G.

La section du P. « C. » G. de Pointe-à-Pître, jouant son rôle de chien de garde du colonialisme, appelle ouvertement à la répression contre les lycéens. Les révisionnistes démasqués, isolés, s'affolent.

La municipalité révisionniste de Pointe-à-Pître s'adresse aux travailleurs du bâtiment : « Nous ne comprenons pas... A croire que vous voulez démolir ce que nous-mêmes et vos pères ont construit à grand peine en 25 ans de lutte contre les patrons exploiteurs et le colonialisme... de grâce mettez de l'ordre dans vos rangs ; comme nous nous sommes occupés d'en mettre chez nous, pour que les choses soient claires. »

Mais pour les travailleurs, les choses sont claires. Ils ne veulent plus de ceux qui en paroles se disent avec eux, mais dans les faits les trahissent, comme Songeons qui a constitué des équipes de coupeurs pour briser la grève et a lui-même coupé la canne.

GLOIRE ETERNELLE A CHARLE BARLAGNE !

C'est dans cette grande lutte qu'est mort le camarade Charles Barlagne, secrétaire général de l'U.T.A. Comme sa figure resplendit à côté des tristes Songeons et Cie qui l'ont tant calomnié ! Il a été tué le 5 avril 1971, tard dans la nuit, alors qu'il revenait d'une réunion syndicale, fauché par une voiture, à 20 mètres de chez lui.

Que voilà une mort qui vous arrange, n'est-ce pas messieurs les colonialistes et révisionnistes !

Les réactionnaires croient toujours que la mort d'un travailleur peut briser la lutte de ses frères. Qu'ils se trompent ! Elle est pour eux une raison de plus de combattre jusqu'à la victoire.

C'était là un digne fils du peuple guadeloupéen.

En apprenant sa mort, nous avons senti que nous venions de perdre un frère, car il nous était proche, proche dans le combat, proche dans l'idéal.

Aussitôt, le Comité de Rédaction de l'H.-R. a adressé une lettre de condoléance à l'Association Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais, qu'en raison du manque de place nous ne pouvons publier.

Pour lui rendre hommage, nos camarades en lutte de la Guadeloupe ont publié l'Internationale, et nous avons constaté qu'ils y ont ajouté le 7e couplet créé au concret constitutif du P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France), interdit le 12 juin 1968.

Nous savons que le peuple guadeloupéen puisera de la force dans la douleur qui le frappe.

Nous savons aussi qu'IL VAINCRA ! Nous vous saluons, frères de la Guadeloupe, et nous ferons tout pour votre victoire. Ce sera aussi une victoire pour la classe ouvrière de France car « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre » (Karl Marx).

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUADELOUPEEN !

VIVE L'INDEPENDANCE DE LA GUADELOUPE !

VIVE L'UNITE DE COMBAT DES PEUPLES DE FRANCE ET DE GUADELOUPE !

(Voir précédents numéros de l'*Humanité-Rouge*, n° 97 en particulier).

P. S. : Nous apprenons que le 13 avril, alors que les ouvriers du bâtiment voulaient tenir un meeting, d'innombrables forces de C.R.S. et de « képis rouges » leur en interdirent la tenue. C'est là pour nous une raison de plus de renforcer notre soutien.

André COLERE.

Manifestation à Pointe-à-Pître.

(1) *Légionnaires.*

SECOURS ROUGE GUADELOUPE

Transmis aux grévistes de Guadeloupe en soutien à leur lutte :

C.D.H.R. Marseille	20	F
Une travailleuse guadeloupéenne d'Ivry	1	F
C.D.H.R. Le Plessis-Robinson	15	F
Une abonnée de Paris	15	F
Une employée d'Ivry	5	F
C.D.H.R. Toulouse	12,75	F
Collecté à une vente de l'H.R. à Paris 20e	28	F
C.D.H.R. Ivry	5	F
Un abonné de Grenoble	20	F

Camarades, amis lecteurs, nos camarades guadeloupéens attendent un soutien non seulement financier, mais encore politique. Brisons le silence de la presse bourgeoise et révisionniste !

Faisons connaître la lutte glorieuse de nos frères guadeloupéens ! Montrons-leur qu'ils ne sont pas seuls et que les travailleurs en France les soutiennent ! Camarades, amis lecteurs, groupés ou isolés, envoyez des messages et des lettres de soutien aux grévistes ! l'H.R. transmettra.

MEETING

DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE GUADELOUPÉEN

VENDREDI 23 AVRIL A 20 H. 30 - PARIS

MUTUALITÉ - SALLE B

A l'appel de l'A.G.T.A.G. (Association Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais), A.G.E.G. (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens), A.G.E.M. (Association Générale des Etudiants Martiniquais), F.E.A.N.F. (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), U.E.G. (Union des Etudiants Guyanais), U. G. T. R. F. (Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France), du Secours Rouge et de l' « Humanité-Rouge ».

Directeur de publication : F. MARTY Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. distribution N.M.P.P. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) dépôt légal 2e trimestre